



# AFRITAC de l'Ouest

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



## La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 28 – aout 2020

### Sommaire

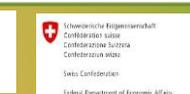
<i>Vue d'ensemble</i> .....	1
<i>Activités par domaine</i> .....	2
<i>Actions de formation</i> .....	16
<i>Les cours en ligne du FMI</i> .....	17
<i>Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en aout 2020</i> .....	17
<i>Activités à venir</i> .....	19

### Vue d'ensemble

Les 3 derniers mois de l'année fiscale (AF) 2020 (mai 2019-avril 2020) et le premier trimestre de l'AF 2021 (mai 2020-avril 2021) ont été marqués par les effets de la pandémie de la Covid 19 sur les économies des pays membres et sur le programme de travail du Centre. Au cours de l'AF 2020, le Centre a réalisé 105 missions d'assistance technique (AT) sur 148, soit un taux d'exécution de 71 %. Ce taux faible s'explique en grande partie par l'incidence de la crise sanitaire sur le programme de travail.

AFRITAC de l'Ouest continue d'apporter son appui à distance à ses pays membres compte tenu de la crise sanitaire et c'est le lieu de souligner que les défis majeurs que rencontrent nos pays dans la lutte contre la Covid-19 soulignent la pertinence et l'urgence des priorités stratégiques du Centre. Les priorités des besoins en assistance technique n'ont pas changé, mais bien leur urgence et cela concerne tous les domaines d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest. Cette nouvelle façon de renforcer les capacités s'améliore sur la base des premiers enseignements tirés de cette expérience en cours.

Le plan de travail du premier trimestre de l'AF 2021 s'est exécuté à un taux appréciable de l'ordre de 70 % en termes de missions d'assistance technique.



En plus de missions d'appuis conduite à distance, le Centre a organisé plusieurs 'webinars' dans tous ses domaines d'intervention ainsi que des formations à distance. L'utilisation renforcée des outils de communication à distance a également rapproché et accentué les collaborations entre les cadres des administrations, les équipes du FMI et les conseillers d'AFRITAC de l'Ouest, sans oublier les séances régulières de partage d'expérience à travers les AFRITACs.

S'agissant des nouvelles du personnel, AFRITAC a enregistré le départ de M. Eric Lemarchand qui a occupé le poste de conseiller résident en supervision bancaire depuis 2016.

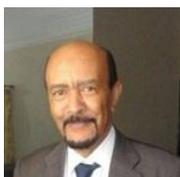
Cette vingt-huitième parution de la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest couvre les activités organisées par le Centre du 1er mai au 31 juillet 2020.

## *Activités par domaine*

### **Administration douanière**

*AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.*

#### **Conseiller résident en administration douanière**



Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, M. Ahmed Boilil a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet BAD. Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

### **Bénin – contrôle après dédouanement du 29 juin au 10 juillet 2020.**

L'assistance technique fournie à distance a évalué : (1) la mise en œuvre des mesures d'analyse des risques et de la stratégie de contrôle après dédouanement. Les travaux ont permis de constater que la réduction d'effectifs amorcée en 2019 a eu un impact négatif sur la capacité de la Direction du renseignement et des enquêtes douanières (DRED) à atteindre les objectifs fixés. De nouveaux agents ont récemment été affectés à la DRED et sont actuellement en formation mais deux postes de chefs d'équipe ne sont toujours pas pourvus de façon permanente. Le plan annuel a été élaboré par la DRED à l'aide d'outils d'analyse des risques, mais rien n'a été prévu pour analyser et faire remonter les résultats des audits réalisés au regard des risques et des entreprises

identifiés. Il a été noté comme recommandé par la mission de mai 2019, que l'inventaire pour une meilleure attribution et un meilleur suivi des dossiers a été fait.

### **Guinée-Bissau – Révision de la Loi contentieux 1944 du 1<sup>er</sup> au 12 juin 2020.**

L'appui visait à aider l'administration des douanes à réformer et à mettre en œuvre les dispositions techniques et administratives des procédures contentieuses et du système de sanctions du code des douanes. Les propositions de modernisation du contentieux douanier et le tableau des sanctions devraient être mis en œuvre en attendant l'adoption du nouveau code des douanes. Le Code du contentieux douanier colonial approuvé par le décret n ° 33.531 du 21 février 1944, bien que complètement dépassé, est toujours en vigueur. La présente mission a noté qu'aucun progrès n'a été observé dans la mise en œuvre du plan d'action convenu en mars 2019.

Conjointement avec le personnel des douanes, la mission a élaboré une législation secondaire qui réglerait les litiges techniques et administratifs douaniers selon les normes modernes tout en tenant compte de l'environnement local. La mission a contribué à la mise en place d'une équipe de travail pour suivre la mise en œuvre du plan d'action actualisé et des mesures recommandées, en particulier l'application immédiate des dispositions et procédures de la loi sur les infractions fiscales jusqu'à la publication du nouveau code des douanes et la soumission des projets de loi sur les contentieux techniques et administratifs douaniers.

### **Togo – Evaluation du système automatisé d'analyse du risque du 20 au 31 juillet 2020.**

L'appui visait à évaluer la mise en œuvre de la sélectivité automatisée basée sur les risques. Les résultats sont encourageants car le comité de Sélectivité s'est réuni régulièrement, le système est effectivement appliqué au port de Lomé, et les premières analyses de données ont été réalisées. Une augmentation significative des recettes par déclaration a été identifiée, à la fois par rapport au trimestre précédent la mise en œuvre (1er trimestre 2020) de la sélectivité automatisée basée sur les risques au trimestre à un an (2ème trimestre 2019). Bien que l'on ne puisse bien sûr pas prétendre que les bénéfices proviennent uniquement de cette réforme, elle semble encore plus prometteuse dans le contexte de la crise sanitaire.

Malgré le fait que le Comité de Sélectivité s'est réuni régulièrement au cours du premier semestre 2020, la prise de décision est encore trop faible. Si ces réunions mensuelles ont permis de respecter le plan d'action concernant la date limite d'intégration du scoring dans SYDONIA, le Comité de Sélectivité n'a pas joué son rôle dans le suivi du système de sélectivité. En particulier, les règles de sélectivité précédemment mises en

œuvre dans le système n'ont pas été supprimées ou mises à jour une fois le scoring mis en œuvre, ce qui a conduit à une augmentation du nombre de déclarations canalisées rouges. La mission a été l'occasion de former à la surveillance des données l'agent nouvellement nommé à la Division des renseignements et de l'analyse des risques.

## Administration fiscale

*L'AFRITAC de l'Ouest concentre son appui sur l'amélioration de la gestion du risque et le renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale.*

### **Conseiller résident en administration fiscale**



**M. Nicolas Hiol** soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

## **Guinée-Appui à l'implémentation des premiers volets du projet de digitalisation de la Direction nationale des impôts (DNI) du 15 au 26 juin 2020.**

Compte tenu du contexte de la Covid-19, une visioconférence avec les autorités a été organisée au préalable courant mai 2020 pour identifier les contours de l'assistance technique à distance à délivrer conjointement par le Département des finances publiques du FMI et l'AFRITAC de l'Ouest afin d'accompagner le projet d'informatisation de la DNI. Les objectifs de la mission, définis sur la base de cette concertation étaient (i) d'accompagner l'implémentation des téléprocédures et (ii) la gestion du changement, puis (iii) assister les équipes en matière d'analyse fonctionnelle. La mission a noté la poursuite encourageante du projet d'informatisation malgré le contexte difficile. Aussi, pour renforcer ces premiers acquis, une matrice des risques du projet a été conçue et discutée avec le Ministre du budget. Elle recommande d'introduire des dispositifs additionnels dans les téléprocédures, de corriger le périmètre du projet et de renforcer sa gouvernance. Afin de faciliter l'implémentation de ces recommandations, (i) une stratégie de gestion du changement a été validée avec les services, (ii) une formation a été dispensée sur l'analyse des processus de gestion des contribuables à informatiser et (iii) des travaux pratiques ciblés ont été réalisés (immatriculation ; sécurisation de la TVA).

## **Togo- Appui à la modernisation de l'immatriculation des contribuables au sein du Commissariat des impôts de l'OTR du 26 juillet au 7 août 2020.**

Le périmètre de la mission a été défini en tenant compte des besoins d'assistance technique à distance formalisés par les autorités courant juillet 2020, eu égard aux contraintes de la Covid-19. Sur cette base, les objectifs de la mission étaient de (i) procéder à la revue du nouveau module d'immatriculation, (ii) accompagner la gestion du changement et (iii) contribuer à l'optimisation du futur module de suivi des déclarations. La mission a salué le lancement du premier module du nouveau logiciel, qui constitue un pilier de la stratégie de modernisation récemment révisée avec le concours du département des finances publiques du FMI. Des marges ont cependant été identifiées en ce qui concerne (i) des fonctionnalités à compléter, (ii) des instruments de suivi à implémenter et (iii) des dispositifs de gouvernance à renforcer. Au regard de ces constats, la mission a assisté l'équipe projet notamment dans la définition des règles d'authentification des données et de gestion des sous répertoires, puis un plan d'actions détaillé a été formalisé.

### **Conseiller résident en administration fiscale**



**M. Michel Bua** a une longue expérience dans le contrôle fiscal où il a occupé différentes fonctions. Avant de rejoindre le département des finances publiques du Fonds Monétaire international, Michel Bua a travaillé pour le Ministère français des finances et celui des Affaires étrangères.

### **Gestion des finances publiques**

*Dans ce domaine AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.*

### **Conseiller résident en Gestion des dépenses publiques-aspect budget**



**M. Bacari Koné** a passé dix ans au département des Finances publiques du FMI où il a travaillé en qualité d'économiste principal avant de prendre ses fonctions à l'AFRITAC de l'Ouest en 2017.

## **Webinaire régional sur la préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021 – 5 aout 2020.**

Ce webinaire, organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division M2 du Département des Finances publiques du FMI au profit des pays couverts par le centre, avec l'appui des trois conseillers résidents en gestion des dépenses publiques, a réuni les responsables des directions du budget, les prévisionnistes des Directions en charge des cadrages macroéconomiques et budgétaires, des responsables des directions de la programmation des investissements publiques ainsi que des représentants des Comités nationaux de politique économique et du Département en charge des politiques économiques et fiscales de la Commission de l'UEMOA.

Le webinaire a été l'occasion de discuter de la nécessité d'aménager les institutions et les processus en cette période de pandémie, de mettre au point une stratégie budgétaire dans une période de grande incertitude et des éléments de stratégie afin de cadrer les budgets, fixer des plafonds de dépenses et négocier avec les ministères dépensiers. La nécessité d'assurer une exécution agile, réactive et contrôlée du budget pour l'exercice 2021 et de faire passer le bon message à propos du budget de l'exercice 2021 a été également évoquée.

Au cours des échanges, les participants ont salué la tenue de ce webinaire qui est intervenu à point nommé et ont suggéré des besoins de renforcer leur capacité notamment dans le domaine macro budgétaire.

## **UEMOA – Elaboration d'un guide du 27 avril au 4 mai 2020.**

La mission a contribué à l'élaboration d'un projet de guide régional pour la budgétisation des plafonds d'emplois rémunérés par l'État pour les États membres de l'UEMOA en vue d'homogénéiser et d'harmoniser les pratiques nationales relatives à la budgétisation des plafonds d'emplois, de renforcer la gestion des salaires et de promouvoir la surveillance multilatérale. Le projet de guide est basé sur l'expérience internationale et les meilleures pratiques.

### ***Conseillère résidente en Gestion des dépenses publiques-aspect trésor***



**Marie-Christine Uguen** a exercé des fonctions de cadre supérieure à la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère de l'Economie et des Finances français, principalement dans le domaine de la dépense publique, de la comptabilité et des systèmes

d'informations des finances publiques. Elle a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en 2018.

### **UEMOA – Elaboration d'un guide du bilan d'ouverture de l'Etat – juin 2020 et du 20 au 24 juillet 2020.**

La mission a poursuivi l'accompagnement de la Commission de l'UEMOA dans la mise en œuvre des directives relatives à la comptabilité générale de l'Etat. Elle a permis d'élaborer un projet de guide relatif à la méthodologie du bilan d'ouverture de l'Etat destiné aux Etats membres. Deux webinaires tenus les 21 et 22 juillet 2020 dans le cadre des travaux de l'Observatoire des Finances Publiques de l'UEMOA ont permis d'intégrer les observations des experts des Etats membres et de valider le projet de guide d'ouverture du Bilan d'ouverture de l'Etat.

### **Mali – Appui à l'assainissement des comptes de la balance générale de comptes (mai-juin 2020).**

La mission s'est tenue à distance et a appuyé l'assainissement de la balance générale de comptes et fait le suivi des travaux du bilan d'ouverture (BO) 2018, dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés.

L'appui a permis de revoir la méthodologie d'assainissement des comptes mise en œuvre par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) et de formuler des recommandations pour l'aboutissement de l'assainissement des comptes et l'amélioration de la qualité du BO. Les principales recommandations portent notamment sur la mise en place du pilotage stratégique de l'assainissement des comptes en impliquant le Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) avant la fin de l'année 2020 ; la création d'un comité d'assainissement afin de valider le rapport d'assainissement préparé par la DNTCP (total à assainir de 73,5 Milliards de FCFA) ; la démarche proposée doit permettre de réunir les principaux acteurs à savoir les services de la DNTCP, des Directions Générales du Budget (DGB), des Impôts, des Douanes et de la Dette publique et si possible la section des comptes de la Cour Suprême (avant fin 2020) afin de valider les travaux techniques déjà réalisés par la DNTCP.

### **Webinaires régionaux sur la gestion des finances publiques en période de pandémie de la COVID-19.**

Plusieurs webinaires sur la gestion des finances publiques en période de crise sanitaire ont été organisés conjointement par AFRITAC de l'Ouest et la Division M2 du Département des Finances publiques du FMI au profit des pays couverts par l'AFW, avec l'appui des trois conseillers résidents. Ces webinaires ont réuni à chaque fois

environ une quarantaine de participants issus des Directions en charge du budget, de la comptabilité publique et de la gestion de la trésorerie, et du cadrage macro-économique.

#### **Jeudi 28 mai 2020 : Les fonds de concours**

Avec la pandémie COVID-19, les budgets des Etats doivent être rapidement adaptés afin de gérer au mieux la crise sanitaire et ses conséquences sur les économies. Ce webinaire a permis de rappeler les concepts et principes de gestion des fonds de concours et exposer leurs possibilités d'utilisations dans le cadre de la crise sanitaire. La présentation basée sur une fiche technique sur les fonds de concours disponible sur le site web d'Afritac Ouest a servi de support à ce webinaire. Les différentes options d'utilisation des fonds de concours ont été discutées avec les gestionnaires du budget afin d'adapter les budgets aux nouveaux défis introduits par la pandémie de Covid-19.

#### **Mercredi 17 juin 2020 : La consolidation des ressources au sein du compte unique du Trésor (CUT) et la gestion de la trésorerie durant la période de pandémie de la Covid-19**

Avec la crise sanitaire et les besoins urgents en matière de dépense, la gestion du CUT et de la trésorerie sont un enjeu majeur dans la gestion de la crise. Ce webinaire modéré par le Directeur Général adjoint de la DGTCP de la Côte d'Ivoire a été basé sur la note technique du Département des Finances publiques disponible sur le site internet d'Afritac Ouest. La présentation a fourni des recommandations permettant de faire face aux nouveaux défis. Le tour de table a permis aux participants (i) d'expliquer comment ils ont adapté la gestion du CUT et de la trésorerie aux besoins nouveaux de dépenses urgentes dans le cadre de la crise sanitaire et les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques internationales sur les deux thèmes de ce webinaire. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

#### **Mercredi 8 juillet : L'adaptation des nomenclatures budgétaires et comptables et du reporting financier en période de pandémie de COVID-19.**

Ce webinaire modéré par le Directeur Général du Budget du Bénin a été basé sur la note technique du Département des finances publiques du FMI portant sur le même thème, disponible sur le site internet d'Afritac Ouest. La présentation a permis de dresser les enjeux et les principales recommandations sur l'adaptation des

nomenclatures et le reporting financier. Le tour de table a permis aux participants d'échanger (i) sur les modalités d'adaptation de leurs nomenclatures budgétaires et comptables et sur les exigences de reporting spécifiques des opérations liées à la crise sanitaire du Covid-19 et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques internationales en la matière. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

## **Gestion de la dette et développement des marchés financiers**

*AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie, appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique et soutient les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.*

### **Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers**



Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, M. **Soltani Chaker** a été, Conseiller en gestion de la dette publique à AFRITAC Centre (Centre qui couvre 9 pays de l'Afrique centrale). Auparavant, M. Soltani a occupé divers postes au sein du Ministère des Finances tunisien, il a été nommé Directeur général de la dette de 2011 à 2014 et Directeur de la stratégie de la dette en 2006.

## **Burkina Faso – Gestion de la dette garantie et des passifs éventuels du 20 au 28 juin 2020.**

La mission s'est tenue à distance sous forme d'atelier d'assistance technique et de formation au profit des cadres de la direction de la dette et de la direction de la coopération. Elle a permis (i) d'offrir à ces structures une formation sur les meilleures pratiques de gestion opérationnelle des garanties de dette ; (ii) aider la Direction de la Dette à mieux évaluer et gérer les risques liés aux garanties de dette et aux passifs éventuels y compris la dette garantie dans le cadre des PPP; (iii) proposer des recommandations pour inclure les questions de dette garantie et de passif éventuel dans l'analyse de viabilité de la dette et d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).

## Webinaire régional sur la gestion de la dette en période de pandémie de la COVID-19- Jeudi 28 mai 2020.

Un Webinaire sur la gestion de la dette a été organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division MCMDM du FMI au profit des pays couverts par le centre et de certains autres pays francophones d'Afrique subsaharienne (Comores et Djibouti).

Avec la pandémie COVID-19 en cours, les gestionnaires de la dette souveraine sont confrontés à des besoins de financement du budget de l'Etat et à des coûts d'emprunt fortement accrus. Ce Webinaire a permis de discuter des différentes actions que les gestionnaires de la dette souveraine peuvent envisager pour s'adapter aux nouveaux défis introduit par le Covid-19.

Le Webinaire a fourni des orientations sur les domaines dans lesquels les gestionnaires de la dette souveraine pourraient avoir besoin de répondre aux défis découlant du COVID-19. Les présentations se sont concentrées sur les considérations politiques pour faire face aux tensions dans les situations où les gestionnaires de la dette sont confrontés à des besoins de financement publics et des coûts d'emprunt fortement accrus. Les participants ont discuté de la manière dont les gestionnaires de dette souveraine peuvent aider à amortir les chocs de liquidité en minimisant le risque de liquidité à court terme, en répondant aux besoins de refinancement et en soutenant le fonctionnement ordonné des marchés des titres d'État primaires et secondaires.

SÉRIE SPÉCIALE SUR LA COVID-19  
TABLES RONDES RÉGIONALES



AFRITAC DE L'OUEST ET LE DÉPARTEMENT DES MARCHÉS  
MONÉTAIRES ET DE CAPITALS (MCM) DU FONDS MONÉTAIRE  
INTERNATIONAL VOUS INVITENT  
AU WEBINAIRE QU'ILS ORGANISENT SUR LE THÈME:

### La gestion de la dette en période de pandémie

LE WEBINAIRE AURA LIEU LE JEUDI 28 MAI 2020 À  
14H00 GMT



Mots d'ouverture par  
Peter Breuer, chef de  
division dette et  
marchés de capitaux  
du département des  
marchés monétaires  
et de capitaux.



Modérateur:  
Jad Khallouf  
Expert principal du  
secteur financier, FMI



Intervenant:  
Soitani Chaker  
Conseiller en gestion  
de la dette,  
AFRITAC West

## Statistiques de finances publiques

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

### Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Nicolas KACOU** a fait une partie de sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire, où il a été chargé d'élaborer le Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE), notamment à partir de la Balance générale des comptes du Trésor.

### Guinée – Travaux d'affinement des Statistiques de finances publiques selon le MSFP 2014 du 15 au 26 juin 2020.

L'appui du centre a permis de produire les statistiques de l'administration publique centrale budgétaire conformément aux normes du manuel de statistiques de finances publiques 2014. En outre, le soutien du centre a permis de définir d'une méthodologie de collecte et de traitement des données liées à la réaction gouvernementale au pic de la pandémie du covid-19. Le centre a également apporté sa contribution pour la facilitation de la mise en place de l'équipe technique en charge de la collecte et la compilation des statistiques de finances publiques. Relativement aux autres sous-secteurs de l'administration publique, le centre a finalisé le tableau des opérations financières de la sécurité sociale. De même, des recommandations ont été données pour la collecte des données primaires détaillées de l'exécution budgétaire des collectivités locales.

### Niger – Travaux d'affinement des Statistiques de finances publiques selon le MSFP 2014 du 29 juin au 10 juillet 2020.

L'appui du centre a permis d'affiner et de finaliser le tableau des opérations financières de l'administration publique centrale budgétaire pour les exercices 2019 et le premier trimestre 2020. En outre, le soutien du centre a permis de produire la situation de la dette et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire. Il a été en outre recommandé la collecte et le traitement des données des sous-secteurs de la sécurité sociale et de l'échantillon des unités extrabudgétaires.

Relativement à la crise sanitaire, la mission a défini une méthodologie de collecte et de traitement des opérations liées à la pandémie. Un meilleur traitement de cette opération permettra de mieux apprécier l'impact des politiques économiques mises en place par les autorités pour répondre aux effets de la crise sanitaire.

## Statistiques du secteur réel

*AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).*

### **Conseiller résident en Statistiques du secteur réel**



Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2018, **M. Fahd Ndiaye** a travaillé à l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal pendant 10 ans.

### **Cote d'Ivoire – Mise en place de l'année de base 2015 selon le SCN 2008 du 6 au 31 juillet 2020.**

A l'issue du renforcement de capacité sur la rétopolation, les cadres de l'INS sont en mesure d'apprécier la pertinence des méthodologies en fonction des problèmes à résoudre. La méthode la plus robuste est la recompilation (bottom-up). Elle nécessite de disposer de données sources sur le passé. En leur absence, les approches mécaniques de raccordement ou d'interpolation sont des alternatives. A ce stade, les cadres devraient faire le point sur les problèmes à résoudre pour chaque série individuelle et les sources de données mobilisables. En outre, l'INS compte organiser un atelier afin de recueillir les besoins des utilisateurs pour mieux dimensionner l'ampleur du projet de rétopolation. Concernant les comptes définitifs 2018, la collecte des déclarations statistiques et fiscales est toujours en cours. Les comptes nationaux trimestriels 2019 et 2020 sont toujours basés sur l'ancienne série de comptes nationaux (année de base 1996) en attendant les travaux d'alignement sur les séries de comptes nationaux rebasées (année de base 2015) d'ici la fin de 2020. Les premières estimations préparées pour le premier trimestre 2020 sont en cours de révision. Par ailleurs, l'INS a récemment publié l'indice de la production industrielle (IPI) et l'indice des prix à la production industrielle selon les dernières normes internationales. La

mission a encouragé l'INS à finaliser la rétopolation de l'IPI et à poursuivre les comparaisons avec les agrégats annuels afin d'identifier et de corriger tout problème. La mission a aussi insisté sur la nécessité de collecter des données mensuelles sur le chiffre d'affaires qui pourraient compléter les informations de l'IPI.

## **Mauritanie – Mise en place indice de production industrielle du 13 au 28 juillet 2020.**

La mission a assisté l'Office National de la Statistique (ONS) de Mauritanie dans le cadre de la revue de l'Indice de Production Industrielle (IPI) en réalisant un diagnostic de sa méthodologie et de sa qualité, ainsi qu'en dispensant des formations sur la méthodologie de son calcul. En outre, l'ONS souhaitant introduire en 2021 un indice des prix des produits industriels (IPPI) trimestriel, ainsi qu'une enquête de conjoncture, la mission a dispensé une formation sur ces sujets et élaboré un plan d'action pour la mise en place d'un IPPI. Ce plan d'action comprend la conception d'une version expérimentale basée sur les données déjà collectées dans le cadre de l'enquête IPI.

## **Supervision bancaire**

*Le champ d'intervention du domaine est axé sur des missions de renforcement de la supervision bancaire, sous ses différents aspects, dont la mise en conformité avec les principes du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace et la transposition des accords internationaux dits de Bâle III. Le Centre intervient également afin d'adapter la réglementation et renforcer la supervision des entités du marché financier régional.*

### **Conseiller résident en supervision bancaire**



Avant de prendre ses fonctions à l'AFRITAC de l'Ouest en 2016, **M. Éric Lemarchand** était chef de mission à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) à la Banque de France.

## **Guinée –Supervision bancaire du 8 au 19 juin 2020**

Les travaux ont permis d'élaborer un projet de texte sur la définition du capital bancaire. La mission a également : i) examiné un projet de questionnaires que les banques doivent remplir concernant certains types d'instruments financiers ou d'opérations réalisées ii) collecté des données pour préparer la prochaine étude d'impact sur la révision de la méthodologie des actifs pondérés en fonction des risques (RWA).

La mission a fourni des conseils sur les évaluations annuelles faites par le personnel de la banque centrale et a examiné 16 évaluations. Les évaluations ont été faites à partir de l'outil de notation révisé mis au point par AFRITAC Ouest lors des missions précédentes.

## Analyse macro-budgétaire

*Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques, le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales, des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.*

### Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



**M. Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision dans son pays.

## Guinée – Amélioration du modèle MSEGUI du 22 juin au 11 aout 2020.

La mission réalisée a contribué à aligner les modules de projection du compte des administrations publiques et de la balance des paiements sur les nouveaux référentiels méthodologiques (manuel de statistiques des finances publiques de 2011/14 et manuel 6 de la balance des paiements du FMI). Le module Dette a également été revu et rendu opérationnel. En ce qui concerne les opérations de l'administration publique, les travaux se sont cependant limités aux projections de l'administration centrale en raison de l'indisponibilité de statistiques couvrant l'ensemble des secteurs de l'administration publique.

Une analyse critique du document de programmation budgétaire pluriannuelle (DPBP) et de la note de cadrage macroéconomique a permis d'identifier des pistes pour leur renforcement. Une feuille de route a été produite pour la finalisation des travaux après la mission.

## **Webinaires interrégionaux sur le cadrage macroéconomique en période de pandémie de la COVID-19 et la modélisation quasi-comptable**

Les conseillers résidents en analyse macroéconomique et budgétaire des AFRITAC de l'Ouest et du Centre ont organisé une série de webinaires réunissant les cadres des directions en charge des prévisions macroéconomiques utilisant les modèles quasi-comptables (MQC) avec tableau des ressources et des emplois (TRE). Plusieurs sujets touchant au cadrage macroéconomique et budgétaire et à la modélisation quasi-comptable ont été abordés.

En matière de pratique de cadrage, le premier webinaire organisé le 21 avril 2020 a porté sur le cadrage macroéconomique en période de pandémie. Elle avait pour objectif de mettre en exergue les canaux de transmission de la crise et de proposer une démarche de cadrage dans le contexte de la Covid19. Ce webinaire a été dupliqué le 29 avril 2020 pour les autres pays n'utilisant pas les MQC à base de TRE. Deux autres webinaires ont été organisés : sur l'évaluation de l'impact de la Covid19 (6 mai) et sur la robustesse des cadrages macroéconomiques (14 juillet).

En matière de modélisation macroéconomique, l'accent a été mis sur les défis de l'heure pour les pays, à savoir l'insertion des comptes nationaux suivant le SCN 2008 dans les MQC à base de TRE (2 juin, 8 juin, 30 juin) et sur les modules relatifs aux secteurs miniers/pétroliers dans les MQC (28 mai, 21 juillet). Les webinaires ont été l'occasion pour les pays comme le Niger et le Tchad d'échanger leur expérience dans ces domaines.

## **Réunion sur la conjoncture du premier semestre 2020 et les prévisions 2020-2021 dans les Etats de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie, 10-11 juin 2020**

Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique à ce webinaire organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest. La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA BSR-AO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et la Commission de la CEDEAO ont été également représentés. La réunion a été l'occasion d'échanger sur l'impact de la pandémie et sur les perspectives macroéconomiques intégrant ces impacts présentés par chaque pays.

Les enseignements que l'on peut tirer de ces échanges est que les systèmes de production des statistiques à haute fréquence et d'analyse de l'information conjoncturelle n'arrivent pas à produire une information sur l'actualité économique utile pour les décideurs, ceci, pour plusieurs raisons (méthode de production statistique, optique d'analyse de la conjoncture, moyens financiers). Il y a donc un enjeu pour les pays en termes de renforcement de leurs systèmes statistiques pour être en mesure de produire de l'information en temps de crise.

### *Actions de formation*

Les actions de formation conduite à distance au niveau régional au cours du premier trimestre par le centre sont résumées dans le tableau ci-après :

Domaines	Thèmes	Dates
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation du PIB	17-21 aout 2020
Gestion des dépenses publiques	Le Compte unique du Trésor et la gestion de la trésorerie	17 juin 2020
Gestion de la dette	Gestion de la dette en période de pandémie	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Outils budgétaires en réponse au COVID-19	7 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Les fonds de concours	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021	5 aout
Analyses macroéconomique et budgétaire	Cadrage macroéconomique sous Covid19	21 avril ; 6 mai et 14 juillet
Analyses macroéconomique et budgétaire	Modélisation macroéconomique	21 mai ; 2, 8, 30 juin et 21 juillet

## Les cours en ligne du FMI

Les cours disponibles pour les cadres des secteurs public et privé et parfois pour le grand public sont accessibles sur <http://imf.smartcatalogiq.com> et <https://www.edx.org/school/imfx>.

Ces cours comprennent entre autres :

- Fiscal Policy Analysis (FPA)
- Fiscal Sustainability (FS)
- Prudential Asset Classification and Provisioning and the IFRS (PACP)
- Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles

## Rapports mis en ligne sur le site sécurisé du Centre en aout 2020

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Niger	Gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de la gestion de la dette
Sénégal	Administration douanière	Appui au suivi et au contrôle des exonérations et des admissions temporaires
Mauritanie	Administration fiscal	Renforcement de l'action en recouvrement
Burkina Faso	Analyse macro-budgétaire	Renforcer le dispositif et les outils de prévision des recettes
Mauritanie	Analyse macro-budgétaire	Renforcer l'appropriation du modèle et de la pratique du cadrage macroéconomique
Sénégal	Analyse macro-budgétaire	Appui à l'élaboration d'un modèle macroéconomique
Guinée	Analyse macro-budgétaire	Renforcer les capacités en matière de cadrage macroéconomique
Sénégal	Gestion de la dette	Renforcement du cadre institutionnel de la gestion de la dette
Bénin	Gestion des dépenses publiques	Appui à l'identification, l'analyse et la gestion des risques budgétaires

Bénin	Gestion des dépenses publiques	Appui à la préparation du bilan d'ouverture
Bénin	Gestion des dépenses publiques	Appui à la mise en œuvre du compte unique du trésor
Guinée	Statistiques de finances publiques	Travaux sur les Statistiques de finances publiques selon le MSFP 2014

## Activités à venir

Les principales activités planifiées pour le second semestre de l'année fiscale 2021 qui seront conduites à distance sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

<b>Gestion des dépenses publiques</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Bénin	Appui à la mise en œuvre du principe de la fongibilité et du mécanisme des reports de crédits en matière de la gestion budgétaire en mode programme	Novembre 2020
Guinée	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Octobre 2020
Niger	Identification, analyse, suivi et gestion des risques budgétaires	Octobre 2020
Sénégal	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	Octobre 2020
Côte d'Ivoire	Appui à la mise en œuvre des opérations de clôture en comptabilité en droits constatés	Septembre 2020
Togo	Appui à la mise en œuvre des opérations de clôture en comptabilité en droits Appui à la programmation et la budgétisation de la masse salariale (dépenses de personnel)	Octobre 2020 Novembre
<b>Gestion de la dette et développement des marchés financiers</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée	Appui à la mise à jour de la SDMT	Octobre 2020
Guinée	Appui au développement du marché des valeurs du Trésor	03 au 14 août 2020
Togo	Appui à l'élaboration de la SDMT et du Plan Annuel de Financement-PAF-	Septembre 2020
Niger	Appui à la mise à jour de la SDMT	Octobre 2020
<b>Analyse macro-budgétaire</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Burkina Faso	Améliorer le suivi des risques macroéconomiques	Septembre 2020
Sénégal	Gestion des risques budgétaires	Octobre 2020
Cote d'Ivoire	Désaisonnalisation et analyse de la conjoncture	Octobre 2020
<b>Administration douanière</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée	Transit douanier	Octobre 2020

Niger	Contrôles après dédouanement	Septembre 2020
Sénégal	Contrôles après dédouanement	Octobre 2020
<b>Statistiques du secteur réel</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Septembre 2020
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Septembre 2020
Niger	Mise en place du dispositif des CNT	Octobre 2020
Senegal	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Octobre 2020
<b>Administration fiscale</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Cote d'Ivoire	Renforcement de l'action de pilotage et lutte contre la fraude fiscale	Octobre 2020
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	Octobre 2020
Guinée	Automatisation de la gestion des répertoires	Octobre 2020
Mali	Renforcement de l'administration des moyennes	Septembre 2020
Togo	Automatisation de la gestion des répertoires	Septembre 2020
<b>Statistiques de finances publiques</b>		
<b>Missions d'assistance technique</b>		
<b>Bénéficiaire</b>	<b>Thème</b>	<b>Date</b>
Guinée-Bissau	Statistiques de finances publiques	Octobre 2020
Togo	Statistiques de finances publiques	Septembre 2020

## MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

## PARTENAIRES



EUROPEAN UNION



Luxembourg



Allemagne



France



Chine



Norvège



Suisse



Banque  
Européenne  
d'Investissement



AFRITAC, Immeuble BCEAO

Abidjan, Plateau

Côte d'Ivoire

[www.afritacouest.org](http://www.afritacouest.org)

[www.facebook.com/afritacouest](https://www.facebook.com/afritacouest)

(+225) 20 20 89 87